



Sommaire :

- **L'écologie politique mobilisée**
- **Foire Aux Questions**
- **La motion « Alter Ekolo »**
- **C'était il y a un an : ...**

L'écologie politique mobilisée

Nous voulons détruire la misère, lutter contre le réchauffement climatique sans le nucléaire, aller démocratiquement vers la sobriété et la simplicité, de manière équitable et conviviale. Il y a urgence à le faire, à participer activement aux dynamiques qui permettront d'atteindre ce but, sans rester simples observateurs ou moralisateurs. Il est donc urgent pour les Verts de comprendre leur environnement politique, et de construire les alliances qui permettront de peser au mieux sur la réalité.

S'insérer dans le réel de la situation politique

Les Verts doivent profiter de la recomposition en cours de la gauche pour y porter le fer de l'anti-productivisme, en soutien aux alter-mondialistes, aux objecteurs de croissances et autres citoyens qui se mobilisent dans les réseaux de la gauche anti-néolibérale (hier les Comités du 29 mai, aujourd'hui et demain les Collectifs unitaires, après-demain une autre forme d'association). Ces réseaux sont les seuls à même de créer un rapport de force suffisant avec le PS pour infléchir sa dérive centriste et imposer un changement de République ; ils sont les seuls à même de mobiliser les abstentionnistes.

C'est notre façon d'être à gauche, ancrés dans le réel, notre façon d'être écologistes, réalistes quant aux difficultés qui nous attendent. Nous ne voulons plus regarder passer les mobilisations tout en clamant une ouverture et une volonté de co-élaboration avec ceux qui, de fait, ne nous retrouvent pas toujours là où nous devrions être : à leurs côtés.

La dynamique permettant d'infléchir le cours de la destruction de nos vies existe en ce moment dans la gauche anti-néolibérale et anti-capitaliste. Elle n'est pas du côté des environnementalistes de droite ou « apolitiques » qui ne se préoccupent de toute façon pas des Verts, car faire de la politique est pour eux un « business », où le libéralisme économique ferait partie de la solution aux problèmes environnementaux. Et ce n'est pas non plus le moment de remettre à plus tard notre mobilisation dans la société : ne renonçons pas à faire de la politique !

Réorienter la stratégie des Verts

Notre congrès arrive à un moment où, il ne faut pas se le cacher, agir en écologistes mobilisés dans un renouvellement des alliances à gauche comporte un certain nombre de risques. Nous ne pensons pas qu'il faille attendre d'être certains de tout maîtriser pour agir, car alors nous n'agirions jamais. Et les citoyens nous le reprocheraient encore, avec vigueur et avec raison. Ce n'est pas une fois les campagnes présidentielle et législatives passées qu'il faudra se mettre à faire de la politique.

Bonne lecture !

Motion d'orientation pour l'Assemblée générale décentralisée 2006 des Verts
« **Alter Ekolo**, l'écologie politique mobilisée -
Imposer l'écologie de transformation en jouant sur les alliances à gauche. »

Foire Aux Questions

? : *Alter Ekolo est une association européenne, pourquoi déposer une motion d'orientation sous ce nom au congrès des Verts français ?*

! : Alter Ekolo est née du Non des écologistes contre le TCE. Un Non contre le libéralisme économique omniprésent dans ce texte. Les Verts Alter Ekolo sont le nom sous lequel les Verts sont connus dans les collectifs pour une candidature antilibérale unitaire. Pour nous, cette présence doit se transformer en une véritable implication du parti et déboucher sur de nouvelles alliances à gauche et un nouveau rapport de forces pour l'écologie politique. D'où la motion d'orientation : nous voulons avoir une occasion d'expliquer notre stratégie. Au passage, Alter Ekolo s'est donné depuis longtemps « l'ambition de combler un double déficit, déficit d'anti-productivisme à gauche, déficit d'anti-libéralisme dans l'écologie politique ».

? : *Mais si, vous voulez faire un LinksPartei à la Oskar Lafontaine en Allemagne !*

! : Ce n'est pas une question que vous posez là :-)
La réponse est non. D'abord parce que les contextes historique et politique ne sont pas les mêmes. Et notamment à cause de l'implication de personnes non-encartées et des Objecteurs de croissance dans ces réseaux.

? : *Pourquoi une telle alliance ?*

! : Pour créer un rapport de force contre le social-libéralisme dominant au PS. Le PS propose un programme trop néolibéral et trop productiviste, il a rangé la 6^è République aux oubliettes. Les collectifs peuvent atteindre un résultat à deux chiffres et peser dans la négociation entre les deux tours. Nous voulons que l'écologie politique puisse ainsi faire des avancées, avancées jamais constatées par les relations bilatérales avec le PS qui nous ont donné des élus (peu) mais rien en terme de contenu.

? : *Mais les collectifs n'existeront plus dans trois mois !*

! : C'est possible. Mais si nous n'essayons pas de les renforcer, c'est certain. Les Verts doivent rompre avec une vision "consommatrice" de la politique qui consiste à laisser faire les autres et participer si ça marche !

Nous croyons qu'il faut répondre aux électeurs qui se sont mobilisés pour faire entendre leur volonté de changement le 29 mai, aux électeurs écolos qui ont été majoritairement en désaccord avec Les Verts sur le TCE, leur montrer que nous cherchons à trouver une réponse. Paradoxalement, les partis politiques qui compteront dans le futur sont ceux qui se remettent en question maintenant, et s'ouvrent aux citoyens mobilisés. L'approche de la politique en réseau a de beaux jours devant elle.

Les collectifs existeront et prendront de plus en plus d'importance durant la campagne à venir, pour autant que le candidat à la présidentielle incarne cette volonté de renouveau.

? : *Est-ce que vous proposez une alliance avec le PCF et la LCR ?*

! : Oui et non.

Oui car le PCF et la moitié de la LCR sont partieprenante des collectifs unitaires.

Non car les collectifs unitaires sont largement constitués de citoyens mobilisés qui ne sont dans aucun parti. L'alliance ne soit pas se faire de parti à parti mais doit être "multilatérale" au sein des collectifs unitaires. Au passage, vous oubliez la gauche du PS, comme PRS, qui est active dans les collectifs. Paradoxalement, l'aventure des collectifs "secoue" le PC et la LCR, c'est une bonne occasion pour Les Verts d'entrer dans le jeu.

? : *Les collectifs unitaires sont-ils un nouveau parti ? Proposez-vous aux Verts de s'y fondre ?*

! : Non, les collectifs unitaires ne sont pas un nouveau parti. Ce n'est pas à l'ordre du jour. C'est, dans la foulée des collectifs qui ont vu le jour pour résister aux attaques sur les retraites, contre la guerre en Irak, pour des forums sociaux locaux un lieu d'élaboration programmatique et de rencontre de citoyens qui veulent peser dans le paysage politique avec des propositions anti-libérales.

? : *Mais ce ne sont pas des écolos ! Le PCF et la LCR sont des partis productivistes.*

! : Le PS aussi. Le PS est pro-OGM, pro-nudéaire, et ne parle que de croissance économique. Nous remettons en cause l'inféodation des Verts au PS et le double-jeu du PS qui se cache derrière ses autres partenaires pour ne rien concéder sur le contenu. En revanche, le travail avec les militants des collectifs est prometteur : leur analyse antilibérale les amène à interroger, voire rejeter notre mode de développement. Au PS, la synthèse du Mans a étouffé toute dynamique de remise en cause. Alors que la LCR se dit non productiviste, le PCF se remet en question, aidé en cela par les citoyens extérieurs et ses propres militants ! En revanche, les Verts, derrière un langage radical, sont toujours prêts à se contenter de réformes à la marge, nous ne sommes pas les seuls à le dire !

? : Pourquoi passer par l'extérieur pour changer les Verts ?

! : Nous pensons que Les Verts doivent être là où se posent des questions politiques qui répondent à leurs attentes. Nous savons que plus un parti est faible, plus il développe des comportements identitaires. Nous pensons que le parti Les Verts n'a pas la capacité de se réformer en se repliant sur lui-même, sans perspectives d'action politique autre que faire une campagne pour moins de 5%, surtout après le 21 avril 2002 et le vote utile en faveur du PS que cela va paradoxalement engendrer.

? : Vous avez un problème de calendrier, non ?

! : Oui, tout à fait. Il faut décider d'une orientation avant que le PS et les collectifs n'aient choisi leur candidat à la présidentielle. Mais, quelle qu'en soit l'issue, l'esprit de cette orientation — s'appuyer sur le renouveau démocratique et politique pour faire avancer l'écologie politique — n'en sera pas pour autant invalidé. Nous avons préféré dire clairement ce que nous voulons, plutôt que tourner autour du pot. C'est le courage de débattre de vraies orientations concrètes qui fait le plus défaut aux Verts.

? : Mais José Bové ne sera pas candidat.

! : Pourquoi dites-vous ça ? José Bové ne sera pas candidat des Verts, c'est certain. S'il est désigné, ce sera en tant que candidat des collectifs unitaires. Raison de plus de s'y engager et peser pour sa désignation.

? : Et les accords des Verts avec le PS ?

! : Ils sont au point mort. Toutes les motions qui proposent de les poursuivre prennent leurs désirs pour des réalités. Le PS, dans le contexte actuel, n'a pas besoin des Verts. La preuve, il a réservé 35 circonscriptions au PRG, pas aux Verts. Il aura besoin d'une réserve au second tour de la présidentielle et pense qu'il aura nos voix sans problème. Nous sommes donc stratégiquement très faible et le PS le sait très bien. Le seul moyen pour s'en sortir et rendre les Verts autonomes est de construire un rapport de forces suffisant contre l'hégémonie social-libérale du PS en posant la question politique qui raisonne dans l'imaginaire des électeurs : comment rompre avec le libéralisme ? Seuls, nous sommes trop faibles pour cela, c'est pourquoi nous devons le faire avec tous ceux et celles qui recherchent le même but et qui se mobilisent dans les collectifs unitaires.

Ceux qui croient que réclamer un groupe d'élus à l'assemblée va sauver Les Verts se trompent: au lieu de sauver les Verts, ils en font une tendance environnementaliste externe aux PS. Il est temps d'avoir le courage politique de comprendre que le PS n'a pas besoin de nous et qu'il faut changer le système des alliances à gauche et le rapport de forces pour lui imposer quoi que ce soit.

? : Est-ce que vous ne risquez pas d'empêcher le PS de passer au premier tour ?

! : L'effet 21 avril va bénéficier au PS en accentuant la bipolarisation. Si le PS reste le parti dominant à gauche, il ne doit plus être le parti dominant. Notre objectif n'est pas d'empêcher le PS de passer (et vous, vous voterez directement pour son candidat ?), mais de nous mettre en situation d'être incontournables et ainsi peser pour de vraies décisions de transformation de la société.

? : Quel rapport avec José Bové ?

! : Nous souhaitons que José Bové soit le candidat unitaire. Parce que c'est un écolo, mais surtout parce qu'il est altermondialiste reconnu et placera la campagne à un autre niveau politique, le niveau des enjeux environnementaux, climatiques et sociaux adéquats. sa candidature aura une résonance partout dans le monde. D'autre part, il incarne le courage et la volonté d'aller jusqu'au bout de ses idées et d'en assumer les conséquences qui assurera mieux les français d'une volonté de changement qu'une ancienne ministre de Lionel Jospin. Argument plus pragmatique : c'est le seul capable de s'inviter dans le débat bi-partite qui confisque la présidentielle et faire un résultat à deux chiffres, fondement du rapport de forces que nous recherchons.

? : Mais les Verts ont une candidate !

! : Nous pensons et avons toujours dit que les Verts avaient choisi leur candidat-e beaucoup trop tôt. Il est peu probable que Dominique Voynet ne tienne jusqu'au bout dans le contexte où elle doit faire campagne. Il faut l'aider à se sortir du piège dans lequel Les Verts l'ont mise, dans l'intérêt des Verts et de la gauche. Car l'enjeu est bien de battre la droite en 2007.

? : Et un rassemblement des écologistes ne pèserait-il pas également ?

! : Ce pourrait être une stratégie. Mais les environnementalistes comme Lepage ou Hulot ne remettent pas le système libéral en cause. Ils pensent que ce qui nous pose problème pourrait faire partie de la solution. Discuter avec eux, qu'elles qu'en soient les circonstances, c'est rendre floues les frontières de la gauche et l'affaiblir au moment où il faut se préparer à battre la droite et Sarkozy. Etrange approche stratégique, non ?

Par ailleurs, beaucoup d'écologistes (les Alternatifs, les Objecteurs de croissance) sont déjà dans les collectifs unitaires. La séparation n'est pas entre écologistes et non-écologistes. Elle est entre néolibéraux/sociaux-libéraux et anti-libéraux.

Nous pensons que Les Verts sont à gauche, et qu'ils peuvent aider la première gauche à changer, que l'écologie politique ne s'imposera à la gauche que si elle est capable de "digérer" l'histoire et de prouver que les préoccupations de justice s'impose aussi bien au social qu'à l'environnemental. En plus, nous pensons que c'est la seule manière pour qu'aujourd'hui Les Verts puissent construire leur autonomie.

? : Revenons à José Bové. Et si ce n'est pas lui que les collectifs désignent comme leur candidat ?

! : Les collectifs auront un problème alors, car beaucoup d'écologues risquent de lâcher. Par ailleurs, comme nous l'avons déjà dit, nous ne soutenons pas José Bové pour le personnage, mais pour ce qu'il représente. Et à notre avis il est le mieux placé pour faire un résultat à deux chiffres. Mais nous prenons un risque, oui. Faire de la politique, aujourd'hui comme hier, en étant certain de ce que l'avenir nous réserve est impossible. Ou alors, c'est renoncer à faire de la politique et laisser les autres choisir et construire à notre place. Vous l'avez compris ce n'est pas notre optique.

Motion

d'orientation pour l'Assemblée

générale décentralisée 2006 des Verts français

Alter Ekolo, l'écologie politique mobilisée

Imposer l'écologie de transformation en jouant sur les alliances à gauche.

Beaucoup d'entre nous, mobilisés lors du formidable débat constitutionnel européen, ont dans la foulée décidé de construire un réseau européen pour l'écologie de transformation. Nous nous sommes ensuite battus en vain pour avoir un vrai débat stratégique interne sur la présidentielle et les législatives.

Nous continuons à nous mobiliser pour un candidat unitaire anti-libéral, écologiste et alter-mondialiste, José Bové. Nous nous impliquons dans les collectifs pour que cette campagne unitaire advienne. Alors, il faudra un référendum d'initiative militante.

Alors que la pertinence des questions posées par les écologistes s'impose, la faiblesse des réponses politiques et pratiques crève l'écran. Il y a urgence à participer activement aux dynamiques et à la création des rapports de force qui permettront d'atteindre les objectifs que Les Verts se sont fixés depuis longtemps. Les Verts ne peuvent pas toujours remettre à plus tard, rester simples observateurs ou commentateurs extérieurs, se contenter d'incantations.

Nous ne voulons pas que Les Verts deviennent une sensibilité environnementale du PS. Nous voulons imposer l'écologie politique par un nouveau rapport de forces à gauche. Seuls Les Verts sont capables de le faire. Ils doivent gagner une autonomie féconde pour toute la gauche et s'appuyer sur la dynamique nouvelle des collectifs unitaires (citoyens mobilisés, écologistes, féministes, objecteurs de croissance, Alternatifs, militants des Verts, du PS, du PC, de la LCR), afin d'orienter l'anti-libéralisme vers l'anti-productivisme et imposer une 6^è République.

Comment déplacer le centre de gravité à gauche

Le paysage à gauche a changé

Le débat constitutionnel européen l'a prouvé, les citoyens s'intéressent à la politique quand la question posée semble pertinente. Ce débat a laissé des traces : *électorales* par la victoire du non qui démontre que l'anti-libéralisme peut être majoritaire à gauche, mais aussi *organisationnelles* : les collectifs ont survécu et de nouveaux se créent. Cette logique de travail en commun, née des batailles contre la démolition sociale, la guerre en Irak, le réchauffement climatique, des initiatives locales de forums sociaux, mêlant militants d'associations, de syndicats, de partis politiques, a perduré. Elle crée une situation politique inédite dont les Verts se désintéressent trop : la rencontre d'associations et de partis dans les mêmes structures. Nous voulons plus de Verts investis dans les réseaux d'action unitaire (hier « Collectifs du 29 mai », aujourd'hui « Collectifs d'initiative unitaire et populaire », demain...).

Les Verts veulent être acteurs, ils doivent arrêter de se comporter en spectateurs

Les Verts vont-ils continuer à regarder passer les trains des mobilisations populaires ? Nous disons vouloir co-élaborer avec la « société civile ». Avec ceux qui, de fait, ne nous retrouvent pas là où nous devrions être : à leurs côtés...

Notre congrès va se tenir à un moment où, il ne faut pas se le cacher, agir en écologistes mobilisés pour faire gagner la gauche en 2007 comporte un certain nombre de risques. Nous ne pensons pas qu'il faille attendre d'être certains de tout maîtriser pour assumer nos responsabilités, car les citoyens nous reprocheraient encore nos hésitations, avec raison.

Les Verts sont à gauche, ils doivent être le moteur de son renouveau

Si la gauche veut réellement mettre en chantier un projet tourné vers l'avenir, elle doit révolutionner son rapport au modèle actuel de développement. L'anti-productivisme, qui se fonde sur une décroissance de l'empreinte écologique, trouve ainsi sa véritable identité politique, et les Verts avec ! L'écologie politique doit fonder une nouvelle vision du Monde.

La question commence à se poser dans la société.

La mobilisation citoyenne à la recherche d'unité est là, qui peut faire évoluer les militants et les partis de la gauche anti-libérale encore trop enfermés dans leurs certitudes ou habitudes productivistes. C'est la condition sine qua non pour faire bouger toute la gauche en empêchant le PS de se cacher derrière ses alliés historiques pour ne rien faire, dans une résignation sociale-libérale à l'ordre de la mondialisation économique gaspilleuse de nos vies et de notre environnement.

La perspective d'une campagne commune unitaire est l'espoir d'un rééquilibrage à gauche. La convergence de citoyens et d'adhérents de partis mobilisés pourrait permettre de créer la dynamique nécessaire à un bon résultat anti-libéral, pour autant que cette dynamique soit incarnée par un candidat qui inscrive le débat politique présidentiel en France dans le contexte mondial. Mais c'est le pari que les Verts Alter Ekolo font, tout en travaillant à sa réussite par un engagement à tous les niveaux.

En essayant de trouver une réponse au 29 mai, au 21 avril, la dynamique unitaire instaure une autre façon de faire de la politique qui privilégie le débat, la réponse aux attentes des citoyens, à la concurrence marketing régulée par la loi électorale. Bonne nouvelle : Les Verts ont leur place dans cette dynamique. Et c'est la seule manière de mobiliser les abstentionnistes pour que 2007 ne soit pas une triste réédition de 2002.

Les Verts veulent leur autonomie stratégique, il faut la construire

L'autonomie des Verts passe par la proportionnelle, mais on ne peut pas se contenter de changer la loi électorale. Car sans nouvelle Constitution, pas question de rêver de diversité de représentation, pas question de citoyenneté de résidence, pas question d'égalité face au droit de vote, pas question de réelle lutte contre les discriminations.

Le changement de Constitution n'est pas au programme du PS. Il faut le lui imposer. Le programme du PS est clairement social-libéral. Il est hors de question de participer à un gouvernement dominé par le social-libéralisme. Il faut au contraire construire les conditions d'un rééquilibrage anti-libéral à gauche.

Voilà le défi que nous voulons relever. Quel que soit le résultat final, cette mobilisation unitaire à la présidentielle aura permis des avancées écologiques qui serviront à peser sur le parti dominant à gauche.

Comment transformer la société

Les Verts veulent transformer profondément la société où ils vivent

Nous devons promouvoir l'écologie politique dans toute la société et pas seulement dans les milieux militants. Nous avons une écoute dans les classes moyennes. Nous n'avons pas le droit d'abandonner les classes populaires à leur sort. Elles sont aujourd'hui victimes non seulement du chômage et des salaires de misère mais aussi du racisme et des discriminations à l'embauche. Elles sont les plus atteintes par la précarisation libérale, elles sont les premières à souffrir de la dégradation des conditions environnementales et leur identité sociale est même méprisée.

Les Verts veulent affronter les enjeux mondiaux

Le changement climatique renforce les inégalités planétaires, met en péril la sécurité alimentaire et la santé de millions de personnes, menace de disparition des millions de kilomètres carrés de terres inondables ou insulaires condamnant des populations entières à émigrer. Lutter contre la mondialisation économique, c'est aussi construire la mondialisation culturelle et institutionnelle tout en promouvant la relocalisation des activités, des services publics renouvelés et sous contrôle démocratique, ainsi que l'économie solidaire.

Les forums sociaux mondiaux sont des rendez-vous importants. **Les Verts mondiaux** doivent se construire en synergie avec ces forums plutôt que de s'isoler. Les rapports Nord-Sud sont aujourd'hui inscrits dans tous nos territoires : nous devons agir vite.

Les Verts veulent construire l'Europe

Nous voulons une véritable Constitution européenne qui ne traite pas du contenu des politiques mais seulement des valeurs, des droits humains fondamentaux, et des règles du jeu démocratique. Nous voulons une Constitution qui reconnaisse la primauté du principe d'intérêt général sur le droit de la concurrence, nous voulons une Constitution qui reconnaisse la primauté du principe de précaution contre la gabegie productiviste. Nous voulons des institutions qui répondent aux critères démocratiques de base : séparation des pouvoirs, publicité des délibérations et des décisions, un parlement qui ait le pouvoir de légiférer.

Nous voulons une assemblée constituante. Ce que nous voulons pour l'Europe, nous le voulons aussi pour notre pays. Nous voulons une assemblée constituante. Ce que nous voulons pour l'Europe, nous le voulons aussi pour notre pays.

Les Verts : un parti innovant ou rentier ? Il faut choisir

Les Verts déçoivent.

À Reims, Les Verts ont choisi l'« écologie de transformation ». Qui en a constaté les effets ? Nous nous sommes contentés du discours sans le mettre en œuvre. C'est toujours l'écologie de transformation qui devrait nous guider.

Refusons de choisir entre soumission au PS, environnementalistes de droite, ou repli sur soi.

Le parti est bloqué et nous devons sortir de cette situation. Encourager les adhérents à militer et à mutualiser leurs idées et pratiques afin d'innover ; être de nouveau considérés comme des partenaires utiles par les mouvements que nous côtoyons. Rester un parti pluraliste, avec de nouvelles pratiques de la prise de décision démocratique pour remplacer les dérives des débats actuels structurés par les courants. Respecter les règles de non-cumul interne et externe et mettre celles et ceux qui les suivent en valeur.

Nous devons également construire le parti Vert européen, y favoriser le débat politique international dans le respect des langues, y porter la contradiction anti-libérale.

Changer les Verts c'est leur donner des raisons de vivre et de réussir.

Gagnant-gagnant

Bordeaux ne doit pas être le congrès du repli sur soi, mais du renouveau de la volonté politique Verte.

Battre la droite. Échapper à l'hégémonie du PS. Rompre avec les slogans faciles. Renouer avec la ténacité militante. Changer la Constitution. Ré-enchanter la société.

Un programme pour deux années des Verts, et plus.

Les Verts Alter Ekolo
<http://lesverts.alter.ekolo.info>
contact@lesverts.alter.ekolo.info

Pour une Europe écologiste, altermondialiste et solidaire
Por ekologiista, alimondista kaj solidara Eŭropo
Για μία Ευρώπη οικολογική, αλληλοικουμενική και αλληλέγγυα

C'était il y a un an (octobre 2005) à Liège : « face à l'AGCS, la convention européenne des collectivités locales pour la promotion des services publics ». Parmi les contributions, celle de Francine Mestrum (Université Libre de Bruxelles - Attac Vlaanderen) sur

l'importance de la citoyenneté pour le modèle social européen

Le 'modèle social européen' se trouve aujourd'hui au cœur de tous les débats européens. Face aux doutes quant à l'existence d'un tel modèle, il me semble qu'il est important de mettre en évidence quelques-unes de ses caractéristiques, au-delà de l'hétérogénéité de nos Etats-providence.

Le 'modèle social européen' est basé sur la citoyenneté, plus particulièrement sur la citoyenneté sociale. Celle-ci se caractérise par le respect du principe de l'égalité, par une protection contre le marché et par une démarchandisation.

La citoyenneté est un statut et une pratique. Ces deux éléments requièrent **une égalité** de tous afin de devenir une réalité concrète. Or, le principe de la citoyenneté politique, qui considère que tous les hommes et toutes les femmes sont dotés des mêmes droits civils et politiques, n'a pas beaucoup de sens face à l'inégalité économique. Par conséquent, pour donner sens à la citoyenneté politique et rendre possible un exercice effectif des droits y afférents, la citoyenneté sociale a introduit des mécanismes correctifs. En effet, les droits sociaux sont destinés à neutraliser l'inégalité économique. Grâce à la citoyenneté sociale, l'inégalité économique ne disparaît pas, mais elle est rendue politiquement inoffensive.

La deuxième caractéristique de la citoyenneté sociale est qu'**elle protège les citoyens contre le marché**. En introduisant une garantie de revenu, une assurance maladie, une assurance contre les accidents de travail ou une protection contre les licenciements, la citoyenneté sociale évite que les aléas du marché aient des conséquences désastreuses sur la vie des citoyens. La citoyenneté sociale n'élimine pas le marché, mais elle évite que ce marché détruise la citoyenneté politique.

La troisième caractéristique de la citoyenneté sociale est **la démarchandisation** de certains biens. Ici, on touche au cœur de la problématique de cette convention, à savoir les services publics. Ceux-ci sont un dispositif clé de la citoyenneté sociale en donnant aux citoyens un accès à l'éducation, aux soins de santé ou aux transports en commun, indépendamment de leur situation économique. Une fois de plus, le marché n'est pas éliminé, mais il est empêché de déterminer l'accès des citoyens à ces services essentiels.

Quand on lit aujourd'hui certains documents d'organisations qui prônent le libéralisme, on constate que cette logique de la citoyenneté sociale est renversée. En effet, l'égalité de droits est remplacée par une égalité de chances, la protection contre le marché devient une incitation à participer au marché et la démarchandisation est remplacée par la concurrence. Ainsi, le citoyen devient un client et le travailleur devient un consommateur.

Dans cette logique, la protection sociale devient une gestion de crise et elle n'est plus universelle mais uniquement pour 'ceux qui en ont réellement besoin'. Voilà aussi le piège des discours sur la pauvreté qui visent à démanteler la protection sociale universelle.

A terme, cette logique libérale ne peut que détruire la citoyenneté et, par voie de conséquence la démocratie.

Une résistance aux tentatives de privatisation des services publics est nécessaire. Il faudra redynamiser et élargir le concept de citoyenneté, afin qu'il puisse couvrir la dimension locale et la dimension européenne et mondiale. La 'citoyenneté européenne' telle qu'elle est proposée par le projet de constitution européenne ne peut suffire.

Il faudra également réinventer le et la politique. C'est par l'émergence d'une citoyenneté active, axée sur le statut et sur la pratique, que l'on peut éviter l'atomisation des individus et que l'on pourra se réapproprier la politique.

Le néolibéralisme détruit la citoyenneté et détruit la démocratie.

Toutes les sociétés ont toujours besoin d'une protection, d'une façon ou d'une autre. Cette protection peut être sociale, organisant la solidarité, ou elle peut être policière ou militaire. En détruisant la protection sociale et les services publics, on nous prépare une société où la police et l'armée devront protéger les riches contre les pauvres.

Nous avons le devoir d'éviter une telle évolution.